

comparaison des suffrages que lui enlèveront ses commettants; ce sera d'ailleurs le cas des candidats libéraux des autres circonscriptions de la région atlantique, à moins que le gouvernement actuel se dégourdisse, et au plus tôt, en ce qui concerne les provinces atlantiques.

M. Macquarrie: J'aimerais ajouter un mot ou deux. Je suppose qu'on devrait permettre à un habitant du Cap-Breton d'avoir le dernier mot. J'ai été déçu que le ministre se glorifie d'avoir imposé un plafond à l'Office d'expansion économique de la région atlantique. Ce n'est pas une chose dont il devrait se vanter.

L'hon. Mlle LaMarsh: Vous n'y aviez même pas placé dix cents.

M. Macquarrie: Nous n'avions imposé aucune restriction. A ce moment-là, nous avons dit que 100 millions de dollars ne pourraient suffire pour redresser les anciens torts faits à la région atlantique.

L'hon. Mlle LaMarsh: Vous n'y avez mis que la forme, sans substance.

M. Macquarrie: L'honorable représentante voudrait-elle nous dire ce qu'elle entend faire pour la région atlantique. Je pense que son équilibre de vérité s'est arrêtée là.

Je voudrais dire que non seulement le gouvernement n'a aucune mesure nouvelle ou constructive pour enrayer le chômage, mais, depuis qu'il a pris le pouvoir, il a largement contribué à augmenter le nombre de chômeurs. Il y a quelques années, dans la ville de Charlottetown, sous la direction de l'honorable Raymond O'Hurley, on avait établi une magnifique industrie aéronautique, qui a donné du travail à un grand nombre de personnes et qui a largement contribué à l'essor de notre économie. Elle a fermé ses portes ces mois derniers, mais rien n'a été fait. Je suppose que ces travailleurs partent pour le Haut-Canada grâce à la subvention du ministre des Finances. Puis, l'établissement naval de la reine Charlotte a été fermé et on n'a pris aucune mesure. Or, le ministre nous parle des nombreuses choses qu'il nous dira dans le discours du trône. Je suis disposé à écouter le ministre lorsqu'il prendra la parole durant le débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône. D'ailleurs, je l'écoute toujours, qu'il parle anglais ou gaélique, mais il a déclaré qu'il ne serait pas juste de débattre la question à fond ce soir. Je représente une partie du pays où 13 p. 100 de la main-d'œuvre active est sans travail et je ne m'excuse aucunement de soulever la question.

[M. Coates.]

L'hon. M. MacEachen: L'honorable député dirait-il au comité quel était le pourcentage du chômage dans cette région lorsque son gouvernement était au pouvoir, alors que le chômage avait atteint son plus haut niveau? Il était effectivement de 20 p. 100.

M. Macquarrie: Étant donné qu'il est très difficile d'obtenir des chiffres du ministre, j'aimerais lui dire que je pourrais aller dans mon bureau chercher les chiffres des deux dernières années. Je puis établir des comparaisons avec le reste du pays pour démontrer que nous, dans les provinces Maritimes, descendons à un niveau absolu et relatif.

M. Pugh: Le ministre a-t-il évalué les conséquences sur le chômage de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction et l'équipement de production?

M. le président: A l'ordre! Cela peut être très important, mais l'honorable député reconnaîtra qu'il est douteux que ces propos se rattachent au crédit 1d. Nous nous écartons fort du débat en soulevant la question de la taxe de vente durant l'examen de ce crédit.

M. Pugh: Au contraire. En toute déférence, j'estime que la question se rattache au domaine général du travail et de l'emploi. Si vous voulez bien écouter ma question jusqu'au bout, vous verrez que notre pays doit compter sur le plein emploi pour produire les articles nécessaires à nos exportations et à notre consommation intérieure. Le gouvernement a imposé cette taxe sur les matériaux de construction et les machines de production. Le ministre s'en est-il inquiété? A-t-il abordé la question avec ses collègues du cabinet? Leur a-t-il dit: «J'ai des chiffres dans mon ministère qui indiquent que cette taxe de 11 p. 100 est inique.» A-t-il évalué ses conséquences sur le chômage?

L'hon. M. MacEachen: Oui, monsieur le président.

M. Pugh: Le ministre nous ferait-il part de ses conclusions?

L'hon. M. MacEachen: En dépit des sombres prédictions de mes honorables vis-à-vis, l'activité a augmenté sensiblement dans le domaine de la construction.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Puisque le ministre de la Défense nationale a sabordé la marine, je rappelle qu'avant cette mesure, beaucoup de réparations navales étaient effectuées à la cale sèche de North-Sydney ainsi qu'à la société *Sydney Engineering and Drydock*. Le ministre pourrait peut-être garder la chose à l'esprit, parler à ses collègues du cabinet, dans un de ses bons